

9ème Coordination Nationale des Universités, Sorbonne 29 Avril 09

1) CR

Des masters spéciaux : la nécessité dans la période transitoire d'aide aux étudiants en @1 dans "uels masters< non évalués par l-3 E+E5, des !ri%olés, des masters inexistants a%uellement

une dotation 2oraire 1lo!ale a**e%tée aux éta!issements du se%ondaire identi"ue (%elle de l'année derni.re **mais avec un contingent séparé (6%) d'heures supplémentaires année (HSA) qui ne peuvent pas être utilisées pour un poste d'enseignant, ni pour l'accueil d'un enseignant-stagiaire. Elles ne pourront être utilisées qu'en heures supplémentaires ou pour des vacances!**

Grosse interrogation sur le transfert de charge aux Universités lié (l-a%ueil de 156 666 %andidats aux %on%ours E en masters alors "ue moins de 16C passaient auparavant le !arra1e du %on%ours d-instituteur)

3 %ela la C&7EE entend dé*endre des prin%ipes non né1o%ia! les :

- lien %on%ours0emplois
- plan pluriannuel de re%rutement
- des mesures transitoires devant permettre un retour en arri.re et non %elles proposées "ui de *ait nous en1a1e dans le mastérisation ave% %on%ours en @2. as d-altération de la situation a%tuelle des étudiants ,*inar%i.re %omme en terme de *ormations pro*essionnelle et dis%iplinaire), s-appuyer sur les dispositi*s existants.

our une analyse de la C&7EE des propositions de Ear%os, voir sur le site : [2http:FFmo!ilisation0di:on.over0!lo1.%omFarti%le02>36#641.2tml](http://mo!ilisation0di:on.over0!lo1.%omFarti%le02>36#641.2tml)

- **Société Mathématique de France** : textes et analyses sur [2http:FFsm*.emat2.*rf](http://sm*.emat2.*rf)

Valérie 9irardin remar"ue "ue les dis%ussions a%tuelles omettent %ompl.tement la "uestion des programmes. Elle sou2aite **un véritable moratoire**, (savoir 1arder tout en l-état, *ormation initiale %omprise et non seulement les %on%ours)

- **Collectif de défense de l'université**: texte d'appel du %olle%ti* daté du \$ =anvier 6> sur [2http:FFGGG.dimitri02out%ie**.rFar%2ivef266>F61F6F%olle%ti*0pour0la0de*ense0de0l0universite.2tml](http://GGG.dimitri02out%ie**.rFar%2ivef266>F61F6F%olle%ti*0pour0la0de*ense0de0l0universite.2tml)

5on représentant *ait remar"uer **la précipitation qui a marqué le passage au Conseil d'état du décret enseignant-chercheur** le @ardi 21 avril matin pour une validation le mer%redi 22 avril en Conseil des @inistres. /e tout est plié pendant les %on1és de printemps ,rappel amer de la loi /+ ' votée en 3out 6\$)D /es déli!érations du Conseil d-Etat sont %on*identielles. **La question d'un recours sur le fait d'avoir modifié l'article 7 après le passage en CTPU est réglée par le droit** : le 1ouvernement peut modi*ier le %ontenu du texte tant "u-il n-am.ne pas de point nouveau} or la "uestion des 2eures %omplémentaires a été traitée en C4 ' .

/a mo!ilisation a t0elle été ine**i%a%e< Hl y a "uel"ues modi*iations et le *ait "ue l-on a pu di**érer la pu!li%ation d'un dé%ret de pr.s de 4 mois, une premi.re *a%e (%e 1ouvernement. &-a0t0on rien o!tenu< Eeux avan%ées: un re%ul sur les promotions : 56C resteront attri!uées nationalement par le C& ' , un taux de C+C4 restant sous la dé%ision du C& ' .

ar %ontre, **rien obtenu sur la question essentielle de la modulation des services**. Hl *aut %ontinuer de %ontester. ? l-a%ord de l'intéressé A né%essaire pour moduler un servi%e était dé;(dans le texte de =anvier 6>D ire, le verrou "ui existait en =anvier selon le "uel un EC !ien évalué par le C& ' au titre de la re%2er%2e ne pouvait pas se *aire moduler son servi%e a été supprimé dans %e texte de dé%ret)

our"uoi n-y0a0il pas eu re%ul sur %e point< /e représentant du %olle%ti* souli1ne deux raisons essentielles:

- **disciplinaire**: il s'agit de sanctionner les collègues qui ne sont pas de référence, surtout partagé par certains collègues. Ce qui a abouti (la stupidité de mettre plus longtemps en amphis des non-références, punition pour les étudiants).
- **étudiantaire**: économie réalisée par la suppression des heures complémentaires avec un service modulé (la hausse. Les heures supplémentaires ne seront plus payées au-delà du service d'enseignement déinitialément, 1>22 ou plus ou moins selon la modulation).

Que faire maintenant ? Le recours en Conseil d'Etat a peu de chance d'aboutir. **Il reste lors de l'application du décret (Septembre 09) à bloquer son application dans les établissements.**

- **Coordination Nationale des Biatoss**: Son représentant note l'absence totale de négociation sur les points de revendications.

Il rappelle :

la précarité (l'œuvre, près du tiers des emplois sous forme de contrats) et note qu'il s'agit du résultat de politiques menées depuis plusieurs gouvernements, référence de contourner les lois via la sous-évaluation de contrats aidés, le renouvellement de CEEs, des contrats de mission (1-2eure, contrats de 16 mois, temps partiels su... Il note la pression exercée sur les personnels par leur précarité qui les prive de toute mobilité. Le passage en CEH après # années de CEEs et plus de 56 ans ne peut constituer une réponse satisfaisante.

l'externalisation des missions. L'évaluation individuelle par entretien professionnel qui entérine l'idée du salaire au mérite et met sous la coupe du localisme les personnels biatoss. 'ne politique qui induit la mise en compétition des collègues entre eux au détriment du fonctionnement collectif des services.

Il appelle (un temps fort les 14 et 15 mai prochains).

- **Coordination Nationale des Doctorants**: +émi Sainton note **la situation inconfortable des doctorants à la fois acteur de l'activité de recherche et sous statut intermédiaire étudiant.**

Moutant étudiant, ils ne peuvent plus bénéficier des bourses attribuées sur critères sociaux. Nous ne sommes pas incinérés et doivent pour survivre assurer :ois, contrats précaires, variations... Suivant la double dépendance financière et vis (vis de leur directeur de thèse, leur mobilité est impossible sans eux bénéficiant d'une stabilité, bourses ou contrat 34E+). Sur le Contrat doctoral uni... **il regrette que les obligations vis à vis du doctorant qui figuraient dans la Charte des thèses ne figurent plus dans ce contrat. Rien n'est dit sur le financement de ces contrats doctoraux, charge transférée aux Universités.** La C&E a réaffirmé son opposition (la loi / + ', au pacte pour la référence, au processus de révision... communiqué de la seconde C&E sur <http://www.gggg.univ-ula.org/fatalites/fatalite3632#.p2p>

- **Coordination Nationale des Laboratoires en Lutte CNLL**:

textes et motions sur <http://collrecherche.free.fr/?p=1165>

Samuel Vidal parle des convergences actuelles **contre l'idéologie de l'économie de la connaissance et en faveur d'une société de la connaissance basé sur le partage de ces connaissances.** Il rappelle la faible mobilité dans les laboratoires contre la loi / + ' en 2006. Le projet de décret EC puis le discours de Sarkozy le 22 janvier 06 a réveillé les consciences. Il y a eu des participations individuelles aux manifestations universitaires puis la nécessité d'avoir des relais dans les laboratoires et les organismes de référence. Elle est née la

C& //.

La dégradation de la vie de la recherche dans les laboratoires depuis les réformes en laés ave% le a%te pour le +e%2er%2e est nette. /-o!;e%ti* du louvernement est de **supprimer les instances d'évaluation et de pilotage scientifique des organismes pour les remplacer par des instances purement administratives agissant sur critères de performances.** /e %as du C&+5 est é%lairant ave% su!stitution dans son or1ani1ramme en pla%e %entrale des départements et %onseils s%ienti%i"ues par des dire%tions de pilota1eD 3 l-H&+ 3, des !ou%les de rétroa%tion entre nom!re de pu!li%ation d'individus et *inan%ement du la!oratoire sont en pla%e. **On assiste au déni du collectif avec primes individualisées et chaires mixtes. Sans parler du scandale du Crédit Impôt Recherche** dont le montant important et l-a!sen%e d'évaluation des pro;ets est (dénon%er.

2) Appel de la Sorbonne du 29 Avril 09 :

Solennellement, les mandatés de la >.me C& ' réunis (la 5or!onne %e 2> avril 6> ont voté %et appel:

? /e 2 *évrier 6>, la C& ' a voté un mot d'ordre de 1r.ve re%ondu%ti!le. /es revendications exprimées n-ont pas été satis%aites. Eans tous les domaines, le louvernement a *ait le %2oix de passer en *or%e. En %onsé"uen%e, la C& ' appelle (la poursuite de la 1r.ve re%ondu%ti!le A

3 dopté (l-unanimité moins 2 ? &e rend pas part au vote A et 5 a!stentions.

3) Communiqué de la 9e CNU :

Iier, mardi 2: avril 266>, trois mois apr.s les premi.res mani*estations, 26.666 personnes ont en%ore exprimé dans la rue leur opposition aux réformes du louvernement "ui dé%oulent de la loi /+ ' et du a%te pour la +e%2er%2e. 7a%e au mépris, aux dé%larations menson1.res, aux manJ uvres en trompe0lKJil et aux %2oix déli!érés de passa1e en *or%e, les délé1ués représentant #4 éta!lissements réunis en Coordination &ationale des ' niversités le 2> avril 266> en 5or!onne ont voté la poursuite de la 1r.ve dans les universités et les la!oratoires.

/e mouvement du monde de l%ensei1nement supérieur et de la re%2er%2e n%est ni minoritaire, ni pr.s de s%arrlter. 3 %e ;our, 4> universités retiennent les notes du premier semestre B 51 universités sont en 1r.ve totale ou partielle B 44 universités sont !lo"uées B 14 universités ont appelé au !oy%ott des ;urys de !a%%alauréat.

/a C& ' se *éli%ite de la %onver1en%e des luttes en %ours pour la dé*ense des servi%es pu!li%s notamment les servi%es de santé.

/a %ommunauté universitaire %ontinue ave% *or%e et détermination (s%opposer aux réformes du louvernement.

4) Déclaration de la 9e CNU:

/es délé1ués de la %ommunauté universitaire et de la re%2er%2e représentant #4 éta!lissements, réunis le 2> avril 266> (la 5or!onne pour la neuvi.me réunion de la Coordination des ' niversités née le 22 ;anvier 266> réa**irment leur solidarité et leur opposition déterminée aux pro;ets du louvernement.

ersistant dans son re*us de réelles né1o%iations, le minist.re de l%Ensei1nement Supérieur et de la +e%2er%2e a *ait passer en *or%e, pendant les va%an%es de printemps, les dé%rets sur le statut des ensei1nants0%2er%2eurs, le C& ' et le %ontrat do%toral uni"ue. Hl a d%ores et dé;(annon%é "u%il *erait de mLme pour la ré*orme de la *ormation et du re%rutement des ensei1nants des premier et se%ond

de l'État. Le ministre s'est même opposé (la demande généralement formulée par la C ' concernant le dernier point, au mépris des règles "qu'il avait lui-même fixées concernant l'évaluation des maquettes par l'EE. Ce déni des principes démocratiques nous renvoie dans notre détermination.

Partout en Europe ont été mises en place des réformes similaires dans le cadre du processus de l'Union (Italie, Royaume-Uni, Allemagne, Autriche, Espagne...), ces dernières ont eu pour conséquence, (très court terme, des hausses massives de frais d'inscription, la précarisation des enseignants de niveau supérieur et de la recherche, la disparition d'emplois techniques et administratifs, ainsi qu'une concurrence déloyale entre les individus, les équipes et les établissements.

Nous réaffirmons que la crise actuelle traverse l'université et la recherche tire son origine du vote pour la recherche, de la loi " et de la révision générale des politiques publiques (2017). Pour cette raison, nous restons attachés (la plateforme de revendications dont tous les points sont liés et que nous avons maintes fois rappelée :

- Application de la loi " et du vote pour la recherche.
- retrait du projet de réforme de la formation et du recrutement des enseignants des premier et second degrés, qui menace (très court terme le système d'éducation
- retrait du décret sur le statut des enseignants chercheurs et le C&'
- retrait du contrat doctoral unique
- établissement des postes supprimés en 2017, mise en place d'un plan pluriannuel de création d'emplois statutaires concernant l'ensemble de la communauté universitaire et résorption de la précarité.
- opposition aux principes de dotation budgétaires (système 5N@3), qui mettent d.s (présent en danger les salaires des enseignants universitaires, H'4, H' , H'7@, et...).
- Arrêt du démantèlement des organismes publics de recherche et réaffirmation de leur rôle d'opérateur de recherche
- opposition aux mesures qui conduisent (la précarisation des étudiants, démantèlement du C+8'5, augmentation prévisible des frais d'inscription, et...)

Nous appelons (continuer la lutte, (intensifier le mouvement et (:

- ne pas remonter au-delà d'une maquette de master de formation des enseignants à la réforme actuelle et réuser de les appliquer si elles sont imposées par le ministre
- appeler au refus du vote des compétences élargies par les conseils d'administration des universités
- pas voter par les conseils centraux des motions contre l'application de la modulation de service et réuser, le cas échéant, les évaluations personnelles prévues dans le cadre.
- réuser la mise en place des entretiens professionnels d'évaluation des personnels (H34855.
- mettre un terme aux processus d'externalisation et de précarisation des personnels, notamment (H34855.
- réuser les valeurs d'excellence

En défendant les universités et les organismes de recherche, nous ne défendons pas seulement les universitaires mais un idéal démocratique, républicain et laïque opposé (celui du gouvernement, droit (la connaissance pour tous, droit de loisir scientifique sans discrimination géographique ni territoriale, droit de s'enrichir dans des études qui n'ont aucune rentabilité immédiate mais qui sont d'une valeur essentielle pour la société, liberté de la recherche et de l'enseignement). Nous réusons la loi de mise en concurrence des universités et des membres de la communauté universitaire, scientifique et éducative, impliquée dans ces défis, et nous réaffirmons les valeurs de coopération et de solidarité dont la recherche et l'enseignement se nourrissent.

7a%e (la mena%e "ue %e louvernement *ait peser sur %es prin%ipes *ondateurs, nous appelons l'ensem!le de la %ommunauté universitaire, s%ienti%i"ue et édu%ative, ainsi "ue tous les %itoyens, (dé*endre %es valeurs sans %on%ession et (les promouvoir. /Kuniversité *ranQaise doit %ontinuer (ltre le %adre de la démo%ratization du savoir pour la *ormation de %itoyens li!res et responsa!les.

/a C&' se *éli%ite de l'unité réalisée dans la rue le 2: ave% les %oll.1ues de la santé et des %onver1en%es (venir le 1er mai ave% l'ensem!le des se%teurs

/Kuniversité et la re%2er%2e sont en lutte depuis trois mois B au;ourdK2ui elles sont plus "ue ;amais en résistan%e.

5) Motions de la 9ème CNU:

Motion de la 9e CNU sur les examens

Nous ne tiendrons pas les examens !

7a%e (la situation de !lo%a1e a%tuelle dont le louvernement porte l'enti.re responsa!lité, et "ui a entraîné une suspension des %ours depuis trois mois dans la plupart des universités :

1. &ous re*usons d'évaluer les enseiInements "ui soit n'ont pas été dispensés ,dans 36 universités en pi"uet de lr.ve au%un %ours ne s'kest tenu au se%ond semestre), ou !ien "ui ont été dispensés dans des %onditions de lr.ve ne permettant pas un a%%.s é"uita!le des étudiants (%es %ontenus.
2. &ous appelons les enseiInants0%2er%2eurs et le personnel)H34855 (ne pas orlaniser les examens et %e ;us"uK(satis*a%tion de nos revendi%ations.

Motion de la 9e CNU contre les répressions

/a Coordination &ationale des 'niversités %ondamne toute répression (l'ken%ontre de la %ommunauté universitaire et s%ienti%i"ue dans son ensem!le.

Elle appelle (soutenir tous les mem!res de la %ommunauté universitaire et s%ienti%i"ue "ui sont poursuivis dans le %adre du mouvement.

Elle rappelle "ue la lr.ve est un droit %onstitutionnel et "ue les intimidations, les mena%es, les insultes et les provo%ations sont une atteinte lrave (%e droit et (la li!erté individuelle.

Elle %ondamne par ailleurs les initiatives des administrations universitaires visant (mettre *in au mouvement : %onsultation éle%troni"ue, ré*érendum et vote sans dé!at.

Motion : « Il n'y a qu'une Université, c'est l'Université Publique »

/a Coordination &ationale des 'niversités réunie le 2> avril 266> en 5or!onne s'kinsur1e de la pu!li%ation au =ournal o**i%iel du 1> avril du dé%ret nS266>042\$ du 1# avril 266> ? portant pu!li%ation de l'ka%%ord entre la +épu!li"ue *ranQaise et le 5aint05i.1e sur la re%onnaissan%e des lrades et diplOmes dans l'enseiInement supérieur A

Ce dé%ret est une nouvelle atta"ue %ontre le prin%ipe de laP%ité. Il est é%rit dans %e dé%ret : ? our les 'niversités %at2oli"ues, les 7a%ultés e%%lésiasti"ues et les éta!lissemements d'enseiInement supérieur dTment 2a!ilités par le 5aint05i.1e : aux lrades et diplOmes "uKils délivrent dans les dis%iplines énumérées dans le proto%ole additionnel. 'ne liste des institutions ainsi "ue des lrades et diplOmes %on%ernés sera éla!orée par la Con1rélation pour l'Édu%ation %at2oli"ue, ré1uli.rement tenue (;our et %ommuni"uée aux 3 utorités *ranQaises A.

Cette p2rase est purement s%andaleuse pour deux raisons de *ond :

- 3 lors "ue la E9E5, dans une note ? in*ormative A impose les noms de domaines et de

diplômes aux universités publiques, le décret laisse les instituts d'enseignement supérieur à leur loi au sein de l'État. Lors de la loi relative à l'enseignement supérieur et relative à l'Université de Paris, jamais été aussi explicitement pour le service public, on laisse les mains totalement libres au secteur privé.

- Depuis 1985, les instituts d'enseignement supérieur ne sont plus des universités. **Il n'y a qu'une Université en France et c'est l'Université publique.**

6) CALENDRIER DES ACTIONS:

Vendredi 1er mai : participation (la manifestation interprofessionnelle avec point de rendez-vous pour le quart unitaire d'enseignement supérieur et relatif à l'Université de Paris : itinéraire : avenue René Coty (partir de 12236) pour fédérer les universités avant la manifestation.

Dimanche 3 midi – lundi 4 midi mai : 16h-18h de la ronde des obstinés, Paris, Paris de l'Hotel de Ville

Semaine du 4 mai : réunion unitaire des : confédérations syndicales pour lesquelles prennent une position ferme sur la question de l'enseignement primaire, secondaire et supérieur, et plus généralement sur le service public et la loi d'orientation des universitaires.

Judi 7 mai : manifestations locales

Mercredi 13 mai : 16.me Coordination nationale des universités (Université de la Vallée, organisée avec l'Université de Paris 12)

Mardi 12 mai ou vendredi 15 mai , mandat donné aux porte-parole pour déterminer une date, avec une préférence pour le 12 mai) : journée nationale de manifestation (Paris et dans 5 grandes villes en concertation avec les autres secteurs

Judi 14 mai - vendredi 15 mai : journées d'action : lutter contre la précarité B aller (la rencontre des écoles, des collèges et des actions B soutenir les ? laboratoires morts A

Judi 21- dimanche 24 mai : marche obstinée de Chartres (Paris. Commission d'organisation : Eelp2ine Ielle ,elleVdelp2ineW1mail.com), Jérôme Candesris ,erome.2andesrisWetu.univ0rouen.fr), 42éop2ile 9audin ,t2eop2ileV1audinWlive.fr), Xa2!y @tir ,6# 5> 62 :\$ 5:)

Judi 4 juin : The Academic Pride

\$) Revue de Presse sur le net:

0 **AFP sur google :** universités: la coordination nationale appelle (ne pas organiser les examens) il y a 15 heures

3+H5 ,37) Z 3u lendemain d'une onUime journée de manifestations qui a également mobilisé, les détracteurs des réformes (l'université ont adopté jeudi une posture plus radicale avec un appel à ne pas organiser la tenue des examens sous la satisfaction de ses revendications. <http://www.google.com/hostednews/afp/article/ALeqM5gcvTVkRbFMXredSL06hEUDhKoc3A>

– **Sur le Monde.fr:**

Cet appel, si l'on en juge par le supplément de radicalisation, a été lancé au lendemain d'une journée de manifestations marquée par la plus violente participation depuis le début du mouvement. Selon ses représentants, le mouvement évolue dans ses formes, mais ne faiblit pas. La coordination a affirmé que, sur 13 universités, 4 retiennent les notes du premier semestre, 51 sont en 1re voie totale ou

partielle, 44 sont bloquées, et 14 ont appelé au boycott des jurys de baccalauréat où si. Lent des professeurs d'université.

Le 1er mai, les universitaires sont appelés à se joindre aux cortèges unitaires organisés par les syndicats. »

http://www.lemonde.fr/societe/article/2009/04/30/universites-la-coordination-nationale-appelle-a-ne-pas-tenir-les-examens_1187190_3224.html

- Dans le **Figaro.fr**: Valérie Péresse, la ministre de l'Enseignement supérieur et de la recherche, a affirmé jeudi sur France 2 que "les examens se tiendront dans de bonnes conditions", après que la Coordination universitaire a appelé mercredi à "ne pas organiser leur tenue".

La Coordination nationale des universités (CNU) a appelé "appelle les enseignants-chercheurs et les personnels administratifs à ne pas organiser la tenue des examens jusqu'à la satisfaction de ses revendications".

Mme Péresse lui a répondu vendredi: "je mettrai tout en oeuvre pour que les rattrapages aient lieu. Les rattrapages auront lieu et les examens se tiendront dans de bonnes conditions", a affirmé la ministre. "Ce que dit la Coordination est radicalement contraire" aux valeurs de l'université, c'est irresponsable", a-t-elle ajouté.

http://www.lemonde.fr/education/article/2009/04/30/le-gouvernement-appelle-les-universitaires-a-organiser-les-examens_1187190_3224.html

- 20 Minutes : épreuve de force ou baroud d'honneur ?

La décision risque de faire frissonner plus d'un étudiant. / La Coordination nationale des universités (CNU), réunie hier pour la neuvième fois (l'université Paris VIII, a appelé les enseignants et les personnels administratifs (ne pas organiser la tenue des examens ;us"u- la satisfaction de ses revendications A. Ils demandent, entre autres, le retrait du décret sur le statut des enseignants et le rétaissement des postes supprimés en 2006).

Cet appel a été voté par les représentants de 3 établissements. C'est bien dommage d'en arriver là (et ça rend le leur d'avoir (voter une telle motion. Mais on en arrive (un point où on doit le faire A, a déclaré hier soir Sara Liatuel, professeur d'anglais (l'université du Havre et l'une des porte-parole de la CNU. Avant d'ajouter : /a l'alle est dans le camp des deux ministres maintenant. A seulement voilà, [avier Ennos ,Education) et Valérie Péresse ,Enseignement supérieur et +e(2e) n-ont peut-être l'ure de soulis (se faire : la CNU ' serait, selon certaines sources, de moins en moins représentative. Elle ne serait plus composée "ue d'une "ranle radi%ale d'enseignants politisés.

En s lors, la menace de voir boycottés le la " un membre de l'université doit être présent au jury pour "ue l'examen puisse être valide et les partiels du second semestre est limitée. ? Nous sommes pour l'aménagement des calendriers des examens au pas par pas A, mardi de son "Oté (ean) aptiste révoit de l- ' ne*, syndicat étudiant (l'au2e, "arou2ement opposé, ? dans l'intérêt des étudiants A, (l'option de l'annulation des examens.

+este "u-il su**it par*ois d'un petit groupe pour perturber, du moins localement, la sérénité des examens. ? n n'a pas d'autre "toix "ue de déliner "et ultimatum, expli"ue Eavid, étudiant (4ours et ex0membre de la CNU. C'était prévisi!le. C'est une manière de dire "u-on est prêts (aller ;us"u-au bout. A En*ore *aut0il "u-ils mettent leur menace (exécution. X

http://www.20minutes.fr/le/3232:577ran%e0epreuve0de0*or%e0ou0!aroud0d02onneur.p2p

- Les Echos:

La coordination des universités appelle à ne pas organiser les examens

\ 36F64F6>]

@al1ré une mobilisation enseignante et étudiante en "ort re%ul mardi ,4.666 (15.666 manifestants), la coordination nationale des universités a dur%i le ton hier en votant ? la poursuite de la l.r.ve A et en appelant les personnels ? (ne pas organiser les examens ;us"u- la satisfaction de ses revendications A. ? C'est dommage d'en arriver là, mais la l'alle est dans le

Les deux ministres A, ont expliqué les porte-parole. ' n propos "ui tran%2e ave% les ré%ents appels (la reprise des %ours lan%és par la ministre de l'Enseignement supérieur, Valérie Létourneau, les présidents d'universités et plusieurs syndicats ,C7E4, 7a1e).

http://www.leses2os.fr/fin*of*ran%eF4:5>:560la0%oordination0des0universites0appelle0a0ne0pas0or1aniser0les0examens.2tm